



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fondation d'entreprise Bouygues construction

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Fondation d'entreprise Bouygues construction
1 avenue Eugène Freyssinet 78280 GUYANCOURT

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fondation d'entreprise Bouygues construction

1 avenue Eugène Freyssinet 78280 GUYANCOURT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la fondation d'entreprise Bouygues construction,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation d'entreprise Bouygues construction relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 17 juin 2025

KPMG SA

Xavier FOURNET

Associé

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF	BRUT	Amort. Dép	31.12.2024	31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
<u>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	<u>FONDS PROPRES</u>	4 922,66	4 922,66
Créances Clients	0,00		0,00	0,00	Report à nouveau	4 922,66	4 922,66
					Résultat de la période	0,00	0,00
					<u>CONCOURS BANCAIRE COURANT</u>	0,00	0,00
					Banque Calyon	0,00	0,00
<u>DISPONIBILITES</u>	261 020,77	0,00	261 020,77	462 454,93	<u>DETTES D'EXPLOITATION</u>	1 898,28	1 907,28
Compte Courant	260 600,00		260 600,00	461 600,00	Fournisseurs	1 800,00	1 809,00
Banque Calyon	420,77		420,77	854,93	Dettes Fiscales	0,00	0,00
					Autres dettes	98,28	98,28
					<u>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</u>	254 199,83	455 624,99
	261 020,77	0,00	261 020,77	462 454,93		261 020,77	462 454,93

FONDATION D' ENTREPRISE BOUYGUES CONSTRUCTION

EN EUROS

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

PROVISOIRE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024 CHARGES	31.12.2024	31.12.2023	PRODUITS	31.12.2024	31.12.2023
CHARGES D'EXPLOITATION	552 041,22	107 624,60	PRODUITS D'EXPLOITATION	552 041,22	107 624,60
Subventions versées par la Fondation	550 250,00	104 000,00	Subvention d'exploitation	552 041,22	107 624,60
Divers matériels	0,00	0,00			
Travaux prestations et études	0,00	0,00			
Frais de déplacement et de mission	0,00	0,00			
Honoraires	1 791,00	3 618,00			
Publicité générale	0,00	0,00			
Annonces et insertions	0,00	0,00			
Frais de déplacement et de mission	0,00	0,00			
Droits d'enregistrement et timbres	0,00	0,00			
Intérêts bancaires	0,22	6,60			
CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	PRODUITS FINANCIERS	0,00	0,00 #
Perte de change	0,00	0,00	Produits d'interêts de trésorerie	0,00	0,00 #
			Gain de change		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00 #
Impôt du	0,00	0,00			
EXCEDENT DE LA PERIODE	0,00	0,00			
	552 041,22	107 624,60		552 041,22	107 624,60

FONDATION D'ENTREPRISE BOUYGUES CONSTRUCTION

Annexe légale des comptes annuels

Exercice social du 01/01/2024 au 31/12/2024

Règles et méthodes comptables

Les comptes de la Fondation “**FONDATION D'ENTREPRISE BOUYGUES CONSTRUCTION**” sont établis dans le respect des conventions comptables de base conformément aux règlements ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif « portant homologation du règlement N°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations. »

Elles traduisent l'exigence de transparence financière des associations dans la sphère économique d'une part, dans l'exécution de missions d'intérêt public financées, en tout ou partie, sur fonds publics, d'autre part.

Les méthodes d'enregistrement suivantes ont été appliquées :

Au passif du bilan

- La qualification des provisions pour risques et charges d'exploitation des programmes de recherche en « fonds affectés ». Ils enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées à des projets définis provenant de la générosité du public et, qui conformément aux engagements pris à leur égard, n'ont pas été encore utilisés.

Au compte de résultat

- L'affectation des legs en produits d'exploitation, et l'enregistrement en compte de charges d'un « engagement à réaliser sur legs affectés » pour tout ou partie des legs non employés, par la contrepartie d'un compte de passif « fonds affectés sur legs ». Au titre de l'exercice 2024, il n'y a eu aucun legs encaissé.
- Le montant de subvention d'exploitation non affecté est enregistré au passif du bilan « Produits constatés d'avance ». Au titre de l'exercice 2024, ce montant est de 254 199,83€.

Par ailleurs, afin de mieux traduire les spécificités de notre Fondation, les principes suivants ont été appliqués :

- Les opérations de collecte et d'emploi des dons sont enregistrées sur la base de leur encaissement et de leur décaissement. Cependant, les dons datés d'avant la clôture mais

reçus après celle-ci, sont provisionnés sur l'exercice, dans la mesure où ils font l'objet d'un reçu fiscal au titre de cet exercice. Cette méthode offre en outre l'avantage de faire coïncider la comptabilité, les reçus fiscaux et la volonté du donateur.

Cependant, concernant les dons en espèces, seuls ceux reçus avant la clôture sont enregistrés sur l'exercice.

- Le bilan est présenté par référence à la méthode des coûts historiques.

**CHARGES A PAYER, PRODUITS A RECEVOIR, CHARGES ET
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE AU 31/12/2024**

	TOTAL
<u>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</u>	
- D'exploitation (QP subv. non affectée)	254 199,83 €
<u>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</u>	
- D'exploitation (charges diverses)	0,00 €
<u>PRODUITS A RECEVOIR</u>	
- D'exploitation	0,00 €
- Financiers (intérêts courus, div. à recevoir)	0,00 €
	254 199,83 €
<u>CHARGES A PAYER</u>	
- Factures non parvenues	1 800,00 €
- Dettes fiscales et sociales	0,00 €
- Autres dettes	0,00 €
	1 800,00 €

SUBVENTIONS AU 31 DECEMBRE 2024

	2024
<u>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION NON AFFECTEES</u>	
- Subventions reçues	254 199,83 €
TOTAL des subventions non affectées	254 199,83 €